

Fin de quarantaine

Kamel Hamza, 33 ans. Créateur d'entreprise, Président de France 2000, vote à gauche jusqu'en 1995... Sait d'où il vient, sait encore mieux où il va.

1. Favoriser la mixité économique pour arriver à la mixité sociale.

Pendant longtemps, les politiques ont privilégié la mixité sociale comme condition nécessaire au rétablissement du «mieux vivre» dans les quartiers difficiles. Si cette dernière est vraie, elle n'en est pas pour autant une condition suffisante. En effet, elle doit aussi s'accompagner d'une politique favorisant la mixité économique.

Dans ces quartiers, le tissu économique a beaucoup changé. Le secteur industriel longtemps la source du dynamisme local connaît depuis une dizaine d'année une crise majeure. Nier cette réalité, et ne pas entrevoir une politique économique de remplacement, c'est tout simplement tuer ces banlieues comme cela a pu être le cas dans le nord.

Pour cela, il faudrait :

1. Relancer les zones franches et créer des pépinières d'entreprises
2. Assurer des partenariats de compétence entre les PME en mettant en place une série de rencontres locales.
3. Assurer des parrainages avec les retraités
4. Attirer les entreprises spécialisées dans les NTIC pour amener les jeunes vers les emplois du 21^e siècle
5. Créer des centres de formation en collaboration avec les entreprises et les ANPE locales
6. Favoriser l'élitisme scolaire par le biais d'installation dans les quartiers des prépas aux grandes écoles.

2. Impliquer les français d'origines étrangères dans le processus de coopération économique

Depuis novembre 1995, lors de la conférence de Barcelone, les 15 pays de l'Union Européenne et les 12 pays Partenaires Méditerranéens, ont adopté une déclaration instaurant un véritable Partenariat :

1. partenariat politique et de sécurité commune pour définir un espace commun de paix et de stabilité ;
2. partenariat économique et financier pour construire une zone de prospérité partagée, notamment grâce l'instauration progressive du libre échange ;
3. partenariat social, culturel et humain destiné à favoriser les échanges entre les sociétés civiles

Ce partenariat se traduit au niveau bilatéral par une série d'accord d'association exprimé sous l'égide, entre autres, du plan MEDA. Ce dernier est trop complexe et empêche à la fois les petites associations et les PME/PMI d'y répondre. Cette volonté politique de coopération doit être ouverte à un plus grand nombre. Ce processus permettra la création de compétences utiles aux pays tiers et à des Français issus de l'immigration attaché aux sort de leurs pays d'origines, de devenir les ambassadeurs d'un savoir faire.

3. Rénover les logements : un facteur d'intégration

Les conditions de logement des ménages immigrés sont très différentes de celles des autres ménages selon une étude de l'INSEE. Moins souvent propriétaire de leur logement, ils sont plus présents dans le secteur locatif social, et notamment HLM. Les caractéristiques de ce parc correspondent particulièrement au profil social et familial de la population immigrée, composée en grande partie de familles nombreuses aux faibles revenus.

1. Il est tant alors de réhabiliter au plus vite les logements HLM pour ne plus faire naître ce sentiment d'exclusion qui nuit à certains quartiers.
2. La réhabilitation doit s'accompagner à la longue de mesures liées à l'accession à la propriété. Il est temps que les locataires des HLM deviennent responsable et propriétaire de leurs logements.